

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 293/ Mars 2020

TENDANCES CONJONCTURELLES

4^e TRIMESTRE 2019

L'économie calédonienne retrouve quelques couleurs, mais le ciel est encore gris

Lors de la réalisation de l'enquête, le virus covid-19 n'avait pas encore atteint le stade de pandémie au plan mondial et les implications sanitaires et économiques n'étaient pas appréhendées. Les chefs d'entreprise calédoniens interrogés dans cette enquête n'ont donc pas pu intégrer dans leurs anticipations pour le T1 2020 la situation de crise qui s'est installée au cours du trimestre.

Le climat des affaires poursuit son redressement

Au 4^e trimestre 2019, l'indicateur du climat des affaires (ICA), qui exprime l'opinion des chefs d'entreprise interrogés sur la conjoncture, progresse pour le quatrième trimestre consécutif (+3,8 pts). Il s'établit ainsi à 95,5 points, soit une hausse de 11,7 pts depuis le décrochage enregistré en seconde moitié de l'année 2018. Il est toutefois encore 4,5 pts en deçà de sa moyenne de longue période, traduisant une conjoncture fragilisée.

Cette progression sur le trimestre est essentiellement imputable à l'amélioration de l'appréciation des entrepreneurs concernant le trimestre écoulé (+2,7 pts soit 70 % de la hausse), et notamment à une moindre aggravation des tensions sur la trésorerie et les délais de paiement (contributions de +1,7 pt et +0,9 pt respectivement sur le trimestre, après s'être sensiblement dégradés les trimestres précédents). Le recours nettement plus modeste aux crédits de trésorerie constaté sur le trimestre, corrobore également cette image d'une situation financière moins critique.

Les anticipations sur la conjoncture future (avant l'aggravation de la crise liée au Covid19) contribuent également positivement à la hausse de l'ICA, à hauteur de 30 % (+1,2 pt), les composantes relatives aux prix (impact possible de la fin du contrôle des prix et des marges) et à l'investissement faisant plus que compenser l'absence prévue d'une progression de l'activité et des effectifs.

Les principaux indicateurs macroéconomiques évoluent aussi dans le sens d'un léger mieux : le marché de l'emploi privé a repris un peu de tonus au 3^e trimestre 2019, tout comme la consommation des ménages au 4^e trimestre 2019 alors que les exportations affichent un record et que l'investissement résiste encore sur le trimestre.

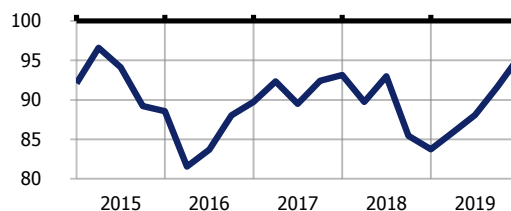
Cette tendance générale masque cependant des disparités sectorielles, avec un secteur du BTP stigmatisé par une morosité persistante, une filière agricole profondément affectée par la sécheresse de cette fin d'année, mais un secteur tertiaire (tourisme et services) qui confirme un certain dynamisme. En dépit d'incertitudes stratégiques persistantes et d'une volatilité des prix, le secteur du nickel enregistre un record d'exportations tant pour le minerais que pour le métal.

La stabilisation des prix se confirme

Au quatrième trimestre 2019, l'indice général des prix à la consommation (IPC) recule légèrement (-0,1 % sur le trimestre). Les prix de l'alimentation et des produits manufacturés sont en baisse (respectivement -0,6 % et -0,3 %). Cette baisse est en partie compensée par la hausse des prix des services (+0,3 %). En revanche, malgré la hausse des prix des carburants (+0,9 %), l'indice relatif au prix de l'énergie est resté stable sur trois mois.

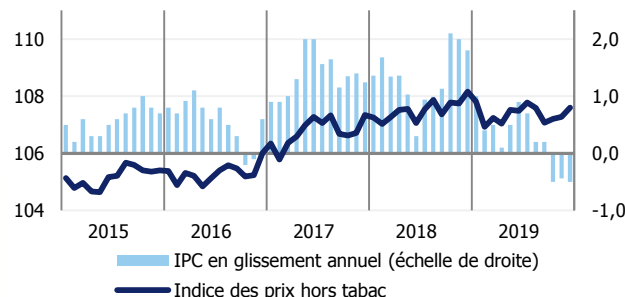
En glissement annuel, l'indice général des prix diminue (-0,5 %). Les prix des biens alimentaires, de l'énergie et des produits manufacturés demeurent en recul (respectivement -0,8 %, -3,1 % et -1,2 %). En revanche, les prix des services continuent de progresser (+1,0 %).

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM

Indice des prix à la consommation



Source : ISEE, données mensuelles

Des signes de reprise de l'emploi privé

Au 4^e trimestre 2019, les chefs d'entreprise répondant à l'enquête de conjoncture font de nouveau état d'une situation moins défavorable qu'aux trimestres précédents, et sont ainsi moins nombreux à déclarer une baisse de leurs effectifs. Le secteur des services confirme son expansion pour le deuxième trimestre consécutif, tout comme le secteur du commerce qui fait également état d'un effectif croissant ce trimestre. Par ailleurs, dans le secteur du tourisme, si le nombre de salariés se stabilise pour 60,9 % des entreprises, il continue d'augmenter pour 34,8 % d'entre elles. À l'inverse, les effectifs du secteur du BTP sont de nouveau déclarés en baisse, il en va de même pour le secteur de l'industrie où le solde d'opinion se situe à 1,3 pt en dessous de sa moyenne de longue période.

Selon les dernières données disponibles de l'Isee, l'emploi salarié privé retrouve une orientation favorable au 3^e trimestre: le nombre d'emplois progresse de 0,9 % sur le trimestre comme en glissement annuel (données CVS), soit + 560 emplois sur un an. Il s'agit de la première hausse en glissement annuel depuis 2015. Tous les secteurs enregistrent une progression à l'exception de celui de la construction qui continue de perdre des emplois (-393 emplois par rapport au 3^e trimestre 2018). Cette image plus favorable sur le marché de l'emploi s'accompagne, au 3^e trimestre, d'une réduction des licenciements économiques (-25,0 % sur le trimestre, soit -20 licenciements).

La consommation des ménages est un peu plus tonique sur le trimestre

Signal positif de la demande des ménages, les importations de biens durables se redressent ce trimestre (+3,0 %, CVS) sans toutefois retrouver leur niveau de 2018 (-6,2 % en glissement annuel). De même, le montant des crédits à la consommation accordés est en hausse : +5,6 % sur le trimestre et +2,4 % en un an. En parallèle, les immatriculations de voitures particulières, qui s'inscrivent dans une tendance baissière depuis plusieurs années, enregistrent un net rebond en cette fin d'année (+17,6 % sur un an).

En revanche, les importations d'articles d'habillement et de biens alimentaires sont en baisse sur le trimestre comme en glissement annuel (-3,7 % et -1,3 % respectivement sur un an).

Rebond, en partie ponctuel, de l'investissement des entreprises

Les importations de biens d'investissement sont en hausse ce trimestre et atteignent un point haut avec plus de 13 milliards XPF d'importations de machines et d'équipements soit 23,5 % (CVS) de plus qu'au trimestre précédent (+25,3 % en annuel). La livraison du deuxième Airbus d'Aircalin contribue à ce rebond. Toutefois, hors importations aéronautiques, la valeur des biens d'investissement importés progresse de 12,8 % en glissement annuel.

Comme pour les particuliers, les ventes de véhicules utilitaires trouvent un nouvel élan ce trimestre avec 723 nouveaux véhicules immatriculés soit près de deux fois plus qu'au 3^e trimestre.

La progression des encours bancaires des crédits à l'investissement des entreprises se maintient à un niveau relativement soutenu (+2,4% en glissement annuel) mais en ralentissement (+3,5 % au trimestre précédent).

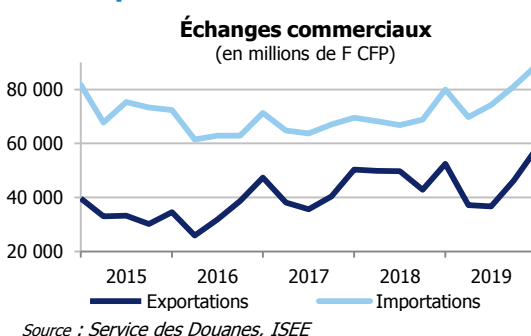
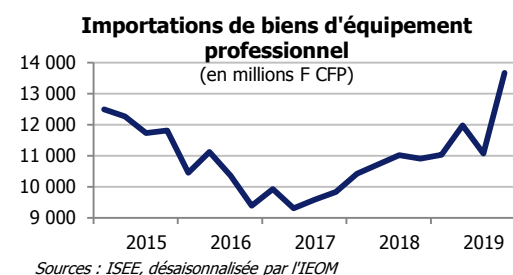
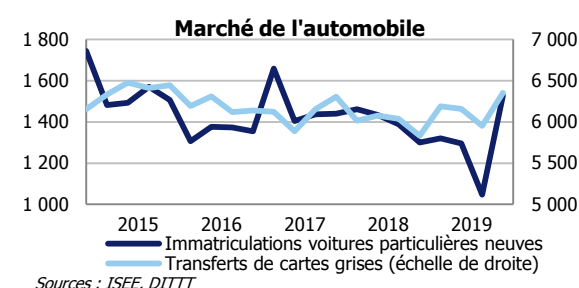
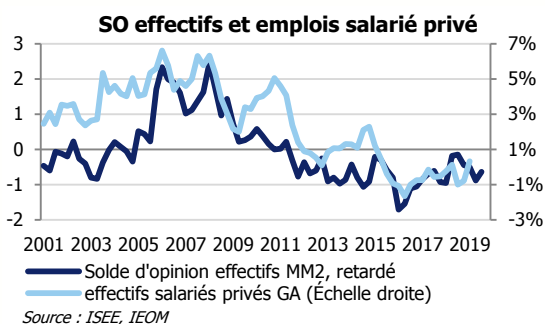
Les résultats de l'enquête de conjoncture corroborent un niveau d'investissement des entreprises mieux orienté au 4^e trimestre. En effet, les chefs d'entreprise interrogés sont plus nombreux qu'au trimestre précédent à déclarer une progression de leurs investissements sur les 12 prochains mois.

Le déficit commercial se réduit grâce à la performance des exports

Les exportations poursuivent leur hausse entamée l'année passée avec une progression de 13,1 % par rapport au 3^e trimestre 2019 et de 11,2 % en glissement annuel. Elles atteignent ce trimestre un niveau élevé de 52 milliards XPF, soutenues par les records d'exportations des usines de nickel ce trimestre et par l'amélioration des cours au LME sur l'année.

Les importations atteignent un nouveau point haut à plus de 82 milliards XPF. Elles progressent de 1,8 % sur le trimestre, en lien avec la hausse des importations de machines et d'équipements destinées aux entreprises et de produits énergétiques. En glissement annuel, les importations progressent de 10,9 % portées une nouvelle fois par la réception d'un avion destiné à la compagnie Aircalin. Hormis les biens d'investissement, les autres produits d'importations affichent une baisse notamment les biens intermédiaires (-14,3 %) et le poste de l'énergie (-15,4 % en glissement annuel).

La bonne performance des exportations contribue une nouvelle fois à la réduction du déficit commercial qui s'élève désormais à 30 milliards XPF, soit de 4,6 milliards de moins qu'au trimestre précédent (-13,3 %). De même, le taux de couverture des importations par les exportations s'améliore de 6,37 pts sur le trimestre pour atteindre 63,5 %.



Des évolutions sectorielles hétérogènes

Les exportations au plus haut dans le secteur nickel

Au 4^e trimestre 2019, les stocks mondiaux de nickel passent sous la barre des 100 000 tonnes (-39,1 % sur un trimestre et -57,3 % en rythme annuel) atteignant leur plus bas niveau depuis début 2009. En revanche, le cours du nickel baisse légèrement : -1,5 % sur le trimestre à 7,0 \$/lb.

La production minière progresse pour le troisième trimestre consécutif (+5,2 %), mais reste en retrait par rapport à l'année dernière (-6,4 %), en lien avec le recul sensible des extractions de latérites (-38,3 % sur un an). La hausse du volume d'exportations se confirme (+14,7 % par rapport au 3^e trimestre et +10,4 % en rythme annuel), avec l'atteinte d'un point haut historique à 2 461 tonnes humides. En valeur, les exportations de minerais atteignent un niveau record : 15,4 milliards XPF (+48,0 % sur trois mois et +39,6 % sur un an).

La **production métallurgique** progresse de nouveau au 4^e trimestre (+3,7 % par rapport au trimestre précédent), tout en restant encore inférieure à la production de l'an dernier (-13,9 %). En volume, les exportations de produits du nickel retrouvent une orientation plus favorable sur trois mois (+14,3 %) mais demeurent également en net retrait par rapport à l'année dernière (-18,5 %). En revanche, bénéficiant d'un double effet positif (volume et prix), les exportations en valeur augmentent tant en rythme trimestriel (+27,3 %) qu'annuel (+15,5 %), atteignant même un point haut historique à 40,9 milliards XPF.

Après cinq trimestres consécutifs de recul, dans un contexte de diminution des stocks (-15,1 % sur trois mois), le cours du **cobalt** repart à la hausse (+11,9 % sur un trimestre). En Nouvelle-Calédonie, la **production** rebondit (+70,2 % en glissement trimestriel et +4,3 % en glissement annuel) et les exportations s'améliorent sur un trimestre (+10,3 % en volume et en valeur), mais se contractent sur un an (-23,9 % en volume et -35,6 % en valeur).

La morosité persiste dans le secteur BTP

Pour le secteur du BTP, l'année se clôture dans un contexte conjoncturel encore déprimé. Les ventes de ciment augmentent sur un trimestre (+5,3 %, CVS) mais restent à un niveau historiquement faible (environ 18 700 tonnes contre 25 000 tonnes en moyenne sur les 5 dernières années). Les importations de plâtre chutent (-58,9 %, CVS), au plus bas depuis 2012.

Ce trimestre, les entrepreneurs du secteur répondant à l'enquête de l'IEOM sont toutefois un peu plus nombreux à déclarer une hausse de leur courant d'affaires pour le trimestre écoulé. En revanche, à l'approche des échéances institutionnelles (élections municipales et référendum), leurs anticipations restent relativement peu optimistes, une large majorité d'entre eux faisant état d'un carnet de commandes vide et de l'absence de visibilité pour les trimestres à venir.

Parallèlement, l'investissement immobilier des ménages continue de s'essouffler : la production de crédit recule sensiblement (-5,5 milliards XPF soit -29,4 % en glissement annuel) et la croissance de l'encours bancaire des crédits à l'habitat ralentit (+4,9 % en glissement annuel, contre 5,8 % au trimestre précédent).

Bonne dynamique pour le secteur touristique

Au 4^e trimestre 2019, selon l'enquête IEOM, les entreprises du secteur sont majoritaires à rapporter une progression de leur activité. En revanche, cette tendance favorable n'est pas jugée durable : les perspectives pour le trimestre à venir sont moins bien orientées, avec moins d'entreprises percevant une hausse et davantage une baisse.

Selon les estimations de NCTPS, la fréquentation touristique aurait atteint un niveau record en 2019 avec 126 607 touristes (+ 6 000 visiteurs sur un an).

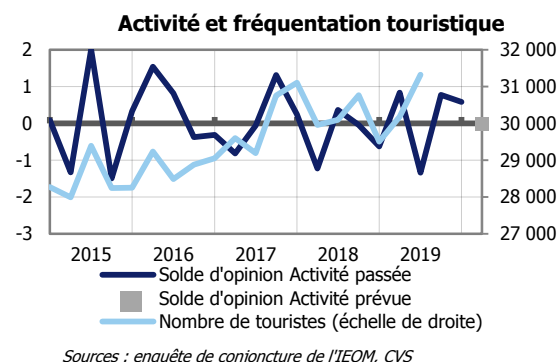
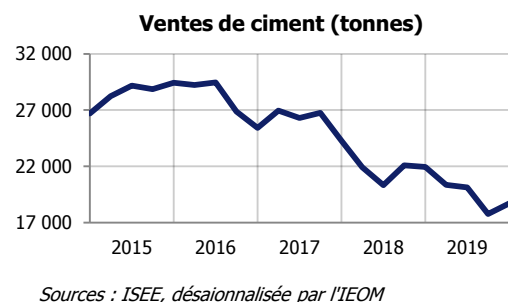
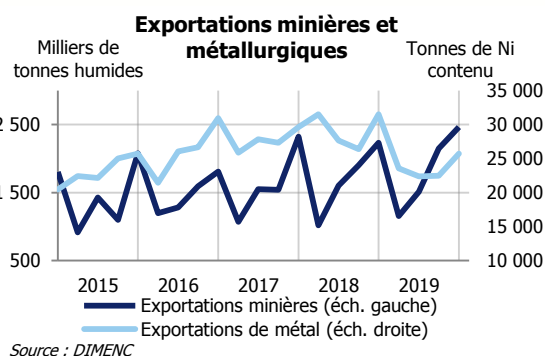
Le tourisme de croisière suit une trajectoire sensiblement moins dynamique : malgré un sursaut sur le trimestre (+13,1 %, CVS), le nombre de croisiéristes en escale s'établit à un niveau relativement faible (86 000 croisiéristes contre 112 000 croisiéristes en moyenne trimestrielle sur les 5 dernières années).

La sécheresse affecte le secteur agricole

Au 4^e trimestre, en raison d'une sécheresse marquée, induisant de mauvaises conditions de pâturages, les éleveurs de bovins ont été contraints d'avancer une partie de leurs abattages prévus au 1^{er} trimestre 2020. Dans ce contexte, la production de viande bovine a fortement progressé (+16,7 %, CVS). Bénéficiant d'une hausse de la demande, la production de viande porcine a également sensiblement augmenté (+6,5 %, CVS).

Dans le sillage d'une activité moins dynamique, liée notamment au renouvellement en cours de la flotte d'un des armateurs, (-7,9 %, CVS sur trois mois pour le tonnage débarqué par les palangriers), et après trois trimestres consécutifs de hausse, les exportations de thons marquent le pas (-33,5 %, CVS).

Au 4^e trimestre 2019, portées par le report d'une partie des exportations du 3^e trimestre, les exportations de crevettes enregistrent une forte progression (+48,6 % sur trois mois, CVS).



La conjoncture régionale et internationale

VERS UNE STABILISATION DE L'ACTIVITE MONDIALE ?

Le FMI a de nouveau revu ses prévisions de croissance économique mondiale à la baisse pour 2019, à 2,9 % (-0,1 point par rapport à l'estimation d'octobre 2019), en lien avec une activité moins soutenue que prévue dans certains pays émergents (Inde, Mexique et Afrique du Sud notamment), où des chocs, spécifiques à chacun, ont freiné la demande intérieure. Les tensions commerciales et géopolitiques persistantes, l'intensification de troubles sociaux dans plusieurs pays et les chocs climatiques survenus au deuxième semestre 2019 ont également pesé sur l'activité. Toutefois, le FMI entrevoit, dans la dissipation du risque d'un Brexit sans accord et dans la progression des négociations commerciales entre les États-Unis et la Chine, des signes de stabilisation de l'industrie et du commerce international. Dans ce contexte, conjugué à une réorientation générale vers des politiques monétaires plus accommodantes, le FMI table sur une accélération de la croissance à 3,3 % en 2020.

Aux États-Unis, le PIB a crû de +0,5 % sur le quatrième trimestre 2019, un niveau équivalent au trimestre précédent qui amène la croissance sur l'année 2019 à +2,3 %, après +2,9 % en 2018. La chute de l'investissement, dans un contexte de tensions commerciales, est compensée par le dynamisme de la consommation privée et la hausse des dépenses publiques. Le FMI anticipe un ralentissement de la croissance à +2,0 % en 2020, lié à une normalisation de la politique budgétaire.

Dans la zone euro, la croissance a ralenti à +0,1 % sur le dernier trimestre 2019 (après +0,3 %), portant la croissance annuelle pour 2019 à +1,2 % (+1,9 % en 2018). À fin décembre, le taux d'inflation rebondit à +1,3 % (contre +0,8 % à fin septembre) tandis que le taux de chômage continue de reculer et atteint désormais 7,4 %, son plus bas niveau depuis mai 2008. Selon les dernières estimations du FMI, le PIB devrait augmenter de +1,3 % en 2020, tiré par un raffermissement de la demande extérieure.

En France, le PIB de la France recule légèrement sur le dernier trimestre 2019, de -0,1 %, contre +0,3 % entre juillet et septembre. La consommation des ménages et l'investissement ralentissent, tandis que les exportations diminuent. Sur l'année, la croissance décélère ainsi à +1,2 % après +1,7 % en 2018. La Banque de France prévoit une croissance freinée à +1,1 % en 2020 en lien avec une dégradation de l'environnement international.

Au Japon, le PIB enregistre une baisse de 1,6 % entre octobre et décembre 2019, conséquence d'une hausse marquée de la taxe sur la consommation qui a dissuadé les ménages, ainsi que d'une chute de l'investissement (-3,7 %). Il s'agit du premier recul de la croissance nipponne depuis cinq trimestres et de la baisse la plus marquée depuis le deuxième trimestre 2014. Sur l'ensemble de l'année, le PIB progresse néanmoins de +0,7 % et le FMI table sur une hausse de +1,0 % en 2020.

La croissance économique a été plus faible que prévue dans les pays émergents et en développement en 2019 (+3,7 % contre +4,0 % selon le FMI en octobre 2019) mais elle devrait rebondir à +4,4 % en 2020. En Inde, la croissance devrait se relever de +4,8 % en 2019 à +5,8 % en 2020 grâce à des mesures de relances monétaire et budgétaire. En Chine, la croissance resterait soutenue en 2020, à +6,0 %, mais sans accélération par rapport à 2019 (+6,1 %) du fait de différends commerciaux non résolus avec les États-Unis.

Sources : FMI, BEA, OCED, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 février 2020. Les données officielles n'intègrent pas à cette date l'impact de l'épidémie de Coronavirus.

UNE CONJONCTURE REGIONALE FRAGILE

Reflétant une croissance mondiale en perte de vitesse, les pays de la région Asie Pacifique souffrent d'une conjoncture dégradée qui pèse sur leurs économies. Puissance régionale, la Chine semble particulièrement touchée par cette tendance qui s'alimente tant du conflit commercial avec les États-Unis, que de l'instabilité de la situation à Hong-Kong, hub financier majeur entré en récession en 2019 (-1,2% de croissance).

Par effet d'entraînement, les pays asiatiques en développement (hors Chine et Inde) voient leur croissance ralentir à 5,1% en 2019, selon les estimations du Fonds monétaire international (FMI), contre 5,5% en 2018. C'est la raison pour laquelle, plusieurs banques centrales d'Asie du Sud-est ont fait le choix d'une baisse de leurs taux directeurs au cours des derniers mois (Indonésie, Thaïlande, Malaisie...)

En Océanie, la politique monétaire accommodante mise en œuvre au deuxième semestre 2019 a permis à l'Australie et la Nouvelle-Zélande, de maintenir leur croissance, respectivement à 0,4% et 0,7% au troisième trimestre. De plus, malgré une situation contrastée, les pays insulaires du Pacifique profitent de la progression du tourisme mondial (Palaos...) et des prix de certaines matières premières, notamment du gaz naturel liquéfié qui a favorisé la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Selon les analystes internationaux, une faible demande internationale en biens de consommation provenant de la région devrait conduire à une nouvelle baisse de la croissance dans la région Asie-Pacifique en 2020, avant qu'elle ne se stabilise à l'horizon 2022. A fortiori, à court et moyen termes, une succession d'événements localisés pourrait peser sur les économies, à l'instar des feux de brousse en Australie.

De plus, le 9 janvier, la découverte d'un nouveau Coronavirus en Chine et sa diffusion rapide ont provoqué une crise majeure qui a conduit à la prise de mesures sanitaires lourdes dans de nombreux pays. Bien qu'il soit trop tôt pour en quantifier l'impact économique, cette épidémie a d'ores et déjà touché fortement le secteur industriel chinois, fragilisant plusieurs chaînes de productions largement globalisées. Il en est de même de la fréquentation touristique de la clientèle asiatique qui rencontre désormais des difficultés à voyager.

Sources : FMI, The World Bank, Australian Bureau of Statistics, Asian Development Bank, Stats NZ, National Bureau of Statistics of China, Direction générale du Trésor.